

# TOURISME

Activités économiques et développement durable



© Calella Palafrugell, Catalogne (Miquel Fabre, 2014)

## PROMOUVOIR UN TOURISME DURABLE ET INCLUSIF EN MÉDITERRANÉE

### Lignes directrices pour un tourisme durable en Méditerranée

**Le tourisme, un secteur économique majeur en Méditerranée, générateur d'impacts sociaux et environnementaux, et potentiellement victime de son succès...**

La Région Méditerranée offre de nombreuses activités touristiques en lien avec la mer ou ses littoraux (activités sportives, tourisme de santé, de nature, professionnel, culturel...), qui génèrent un grand nombre d'emplois (11,3 % de l'emploi dans la région) et des résultats économiques significatifs (11,5 % du PIB de la région) (WTTC, 2015). Toutefois, la croissance économique générée par le tourisme se fait souvent au détriment de l'intégrité environnementale et de l'équité sociale. Dépendance au tourisme balnéaire de masse (dit « 3S » – sea-sand-sun), dégradation du capital culturel, pollution de l'environnement, épuisement des ressources, vulnérabilité au changement climatique, insécurité géopolitique, instabilité sociale... Tous ces éléments sont autant de problématiques qui menacent par effets directs ou indirects la durabilité du secteur du tourisme dans les pays méditerranéens.

Comment, dans ce contexte complexe, promouvoir des activités touristiques générant des impacts positifs pour la population tout en réduisant leurs externalités négatives ? Quelle stratégie pourrait permettre de garantir une contribution importante du tourisme aux Objectifs de développement durable (ODD) aux échelles locale, nationale et régionale ?

#### Un secteur en plein essor

Grâce à l'association unique d'un climat tempéré, de richesses patrimoniale et culturelle, de ressources naturelles exceptionnelles et de la proximité de marchés émetteurs majeurs, la Méditerranée demeure la première destination touristique du

monde, avec plus de 300 millions d'arrivées de touristes internationaux (ATI) représentant environ 30 % du nombre total de touristes internationaux en 2014. Les ATI sont passées de 58 millions en 1970 à près de 314 millions en 2014, avec une prévision de 500 millions d'ici 2030 (OMT, 2011 & 2015). La moitié de ces arrivées se font dans les zones côtières, aggravant la concentration des pressions anthropiques sur les littoraux, en particulier pendant la saison estivale.

Le secteur du tourisme est très développé dans les pays du Nord de la Méditerranée, notamment la France, l'Italie et l'Espagne, et il a connu une croissance importante ces dix dernières années dans

LES NOTES  
DU PLAN BLEU

#32

SEPTEMBRE 2016



Plan  
Bleu

# TOURISME

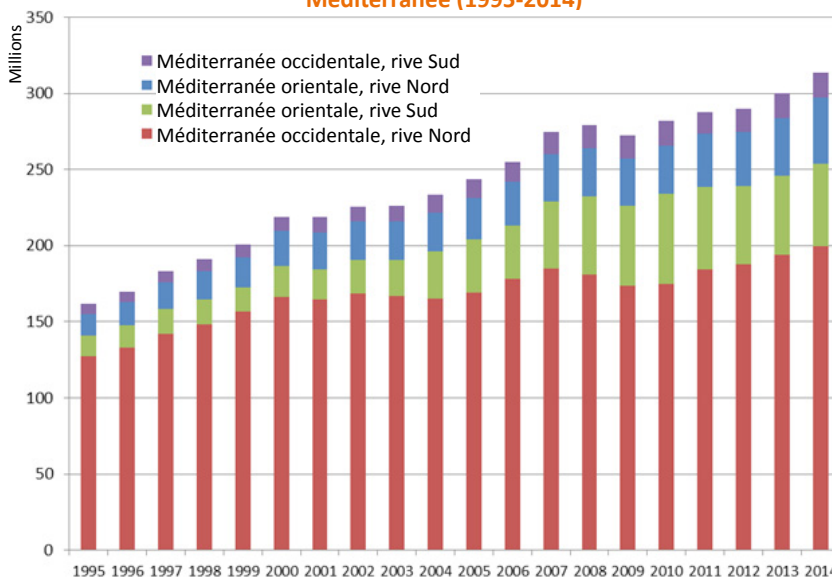
Activités économiques et développement durable

plusieurs pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée tels que l'Égypte et la Turquie. Les cinq premières destinations touristiques de la Région Méditerranée (la France – 84 millions d'ATI, l'Espagne – 65 millions, l'Italie – 48 millions, la Turquie – 40 millions et la Grèce – 22 millions) représentent près de 83 % des arrivées totales de touristes internationaux dans la région en 2014.

## Un secteur à fort impact économique

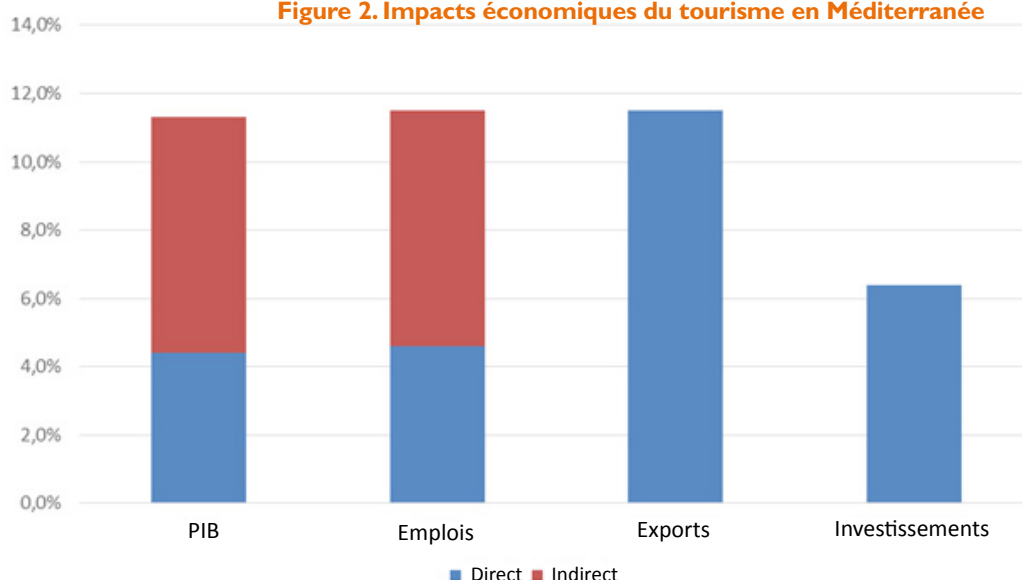
Le tourisme est l'un des secteurs économiques les plus importants de la Région Méditerranée, notamment pour les pays (ou régions de pays) peu développés sur les plans industriel ou agricole. Comme le montre la figure 2, le secteur touristique contribue dans la région à hauteur de 11,3 % du PIB, 11,5 % de l'emploi, 11,5 % des exportations et 6,4 % des investissements.

Figure 1. Évolution des arrivées de touristes internationaux (ATI) en Méditerranée (1995-2014)



Source : Plan Bleu, 2016 (d'après des données OMT, 2016)

Figure 2. Impacts économiques du tourisme en Méditerranée



Source : Plan Bleu, 2016 (d'après des données WTTC, 2015)

## Un secteur instable et volatile

Le secteur du tourisme est très sensible aux turbulences externes et internes aux destinations, parce que l'importateur (le touriste) doit se rendre sur le lieu de production pour consommer l'activité. Aujourd'hui, quatre crises simultanées affectent le tourisme méditerranéen : les conflits sociaux et l'instabilité politique ; le terrorisme et l'insécurité ; le ralentissement économique et le chômage ; et la crise climatique qui accélère l'épuisement des ressources en eau en particulier. L'un des effets des chocs sécuritaires est le « principe des vases communicants », c'est-à-dire le fait qu'une partie des flux vers les destinations du sud de la Méditerranée (bords de mer mais aussi centres historiques et sites archéologiques) soit déviée vers des destinations similaires au nord de la Méditerranée, considérées comme plus sûres.

### Encadré 1. Impact du terrorisme et des catastrophes sur les flux touristiques

Au cours des dernières années, des groupes terroristes ont ciblé des hauts lieux du tourisme, du voyage et du divertissement à Sousse et à Tunis (Tunisie), à Istanbul (Turquie), à Paris et à Nice (France), à Bruxelles (Belgique), etc., avec un effet immédiat sur la fréquentation touristique. A Paris par exemple, le taux d'occupation des hôtels a chuté de 21 % le lendemain des attaques de novembre 2015. En Turquie, qui a connu une série d'attentats en 2016, les chiffres du secteur touristique ont chuté de 10 % en février 2016 par rapport à l'année précédente. Selon une étude récente<sup>1</sup>, il faut en moyenne 13 mois pour qu'une destination se relève d'une attaque terroriste. Cette durée de récupération peut par ailleurs être plus longue en cas d'épidémies (21 mois), de catastrophes naturelles (24 mois) et d'instabilité politique (27 mois). La perception et l'image des destinations du sud et de l'est de la Méditerranée étant souvent générale et indifférenciée pour les touristes provenant des pays du Nord, les troubles dans une destination même lointaine se répercutent par une chute des arrivées dans les autres destinations, même celles stables et sûres.

1 <http://www.telegraph.co.uk/travel/news/terrorism-has-the-smallest-impact-on-tourism-industries/>

### Des réalités variables selon les sous-régions

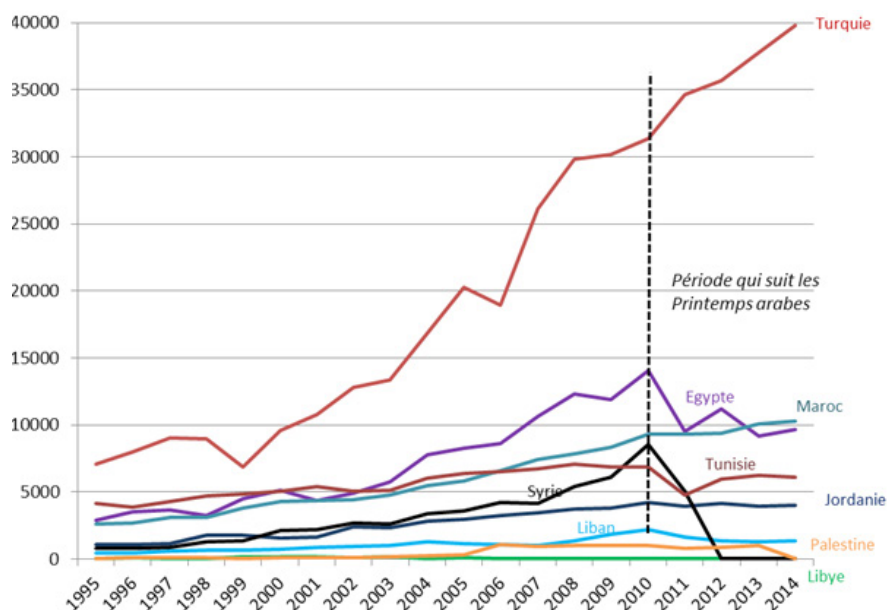
On peut diviser le bassin méditerranéen en quatre sous-régions géographiques distinctes (Figure 1) :

- **Les pays du nord-ouest de la Méditerranée** (la France, l'Italie, Malte, Monaco et l'Espagne), où le développement du tourisme est déjà mature et où les ATI représentent plus de la moitié des ATI totales de la Région Méditerranée.
- **Les pays du nord-est de la Méditerranée** (l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Monténégro, la Slovénie, ainsi que la Grèce et Chypre dont les destinations sont plus matures), vivent un véritable « boom touristique » en tant que destinations émergentes ou résilientes connaissant un renouveau.
- **Les pays du sud-ouest de la Méditerranée** suivent une dynamique économique différente. La Tunisie est fortement touchée par un environnement sécuritaire complexe, le Maroc connaît une croissance des arrivées touristique mais est impacté par la crise sécuritaire en Afrique du Nord, au Proche- et au Moyen-Orient, enfin l'Algérie n'est pas encore entrée dans le marché du tourisme international.
- **Les pays du sud-est de la Méditerranée** présentent trois situations différentes : une réduction du tourisme au cours des cinq dernières années en Égypte, au Liban et et surtout en Syrie, en raison des problèmes sécuritaires et de politique interne, et une augmentation significative en Turquie – bien que les événements internes récents ralentissent cette augmentation – et, enfin, une croissance modérée en Palestine et en Israël.

### Le tourisme, source de dégradations environnementales

Le tourisme balnéaire de masse génère d'importantes dégradations environnementales et augmente le prélèvement de ressources naturelles comme l'eau potable, une ressource extrêmement rare dans de nombreuses zones côtières, ou encore les aliments, pesant parfois sur la production locale, en particulier celle des produits de la mer (surpêche). Les consommations d'électricité augmentent en raison de la fréquentation touristique, en lien notamment avec l'utilisation des installations de chauffage et de climatisation. De plus, le tourisme côtier est une source d'impacts environnementaux graves : par exemple, pollutions marines et d'eau douce dues aux rejets d'eaux usées et aux décharges sauvages de quantités considérables de déchets solides.

Figure 3. Nombre d'arrivées annuelles de touristes internationaux dans les PSEM (en milliers)



Source : données OMT et Banque Mondiale, 2016.

Par ailleurs, l'offre et la demande touristiques ont tendance à se concentrer dans les zones côtières, ce qui se traduit par des disparités territoriales entre d'un côté des littoraux densément occupés et recueillant l'essentiel des retombées économiques et, d'un autre côté, des arrière-pays et des intérieurs encore peu valorisés. La nouvelle donne climatique annonce des redéploiements spatiaux et temporels des flux touristiques, ce qui risque de remettre en question la rentabilité d'investissements lourds sur les littoraux.

#### Encadré 2. Inégale distribution spatiale des flux touristiques : les déséquilibres territoriaux

Les déséquilibres territoriaux que le tourisme méditerranéen accuse contrebalancent les retombées positives de cette activité. La croissance économique générée par les activités touristiques profite davantage aux destinations basées sur le modèle du « tout balnéaire » privilégié par les politiques publiques. Cela entraîne la marginalisation de territoires présentant des atouts pour le développement d'un tourisme culturel, socialement responsable, intégrant les préoccupations environnementales, notamment les arrière-pays et les villes secondaires/intérieures, ainsi que les sites historiques à forte valeur patrimoniale. Or, si les politiques publiques continuent à privilégier le modèle balnéaire, la réalité à la fois de la demande et de l'offre touristiques montre que les destinations des arrière-pays émergent de plus en plus. Du côté de la demande, on observe des changements dans les comportements des touristes qui recherchent un tourisme plus authentique et un équilibre production/consommation. Du côté de l'offre, des populations et des acteurs locaux réactifs à ces nouvelles demandes développent de nouveaux services plus respectueux de leurs territoires et savent les rendre attractifs. Souvent, pour exister et se différencier, ces territoires marginalisés doivent mettre en place de nouvelles formes de gouvernance, proposer des actions et initiatives innovantes, prendre en compte la multiplicité des intervenants, incorporer les processus identitaires et les nouveaux rapports tourisme/produits du terroir.



# TOURISME

Activités économiques et développement durable

## Encadré 3. Tourisme, transport aérien et changement climatique

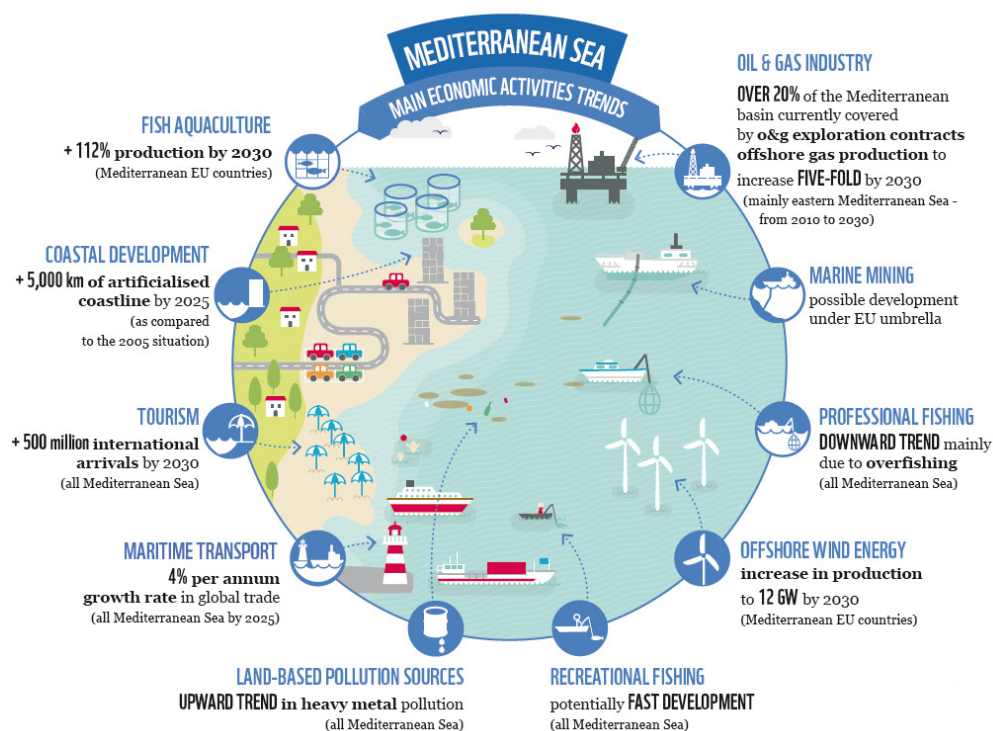
L'avion a révolutionné le tourisme international, permettant de rejoindre presque tous les endroits du monde à des conditions financières et avec des durées de voyage compatibles avec « le temps des vacances » (congés payés). Le transport aérien a ainsi façonné un modèle globalisé de développement touristique, accessible à une majorité de la population. Dès lors la question de la dépendance croissante du tourisme méditerranéen vis-à-vis du transport aérien<sup>1</sup>, en particulier pour les pays et territoires insulaires, mériterait d'être analysée d'autant plus finement que ce mode de transport demeure très impactant en termes de consommation d'énergie et de bilan carbone. En effet, l'amélioration du bilan carbone du tourisme repose en grande partie sur le contrôle du secteur aérien (système d'échanges de quotas, taxation, etc.) et sur les innovations technologiques et organisationnelles liées (remplissage des avions par exemple). Toutefois, les transports aériens (et maritimes) ne sont malheureusement pas inclus dans l'Accord de Paris sur le changement climatique (2015). Il en résulte une incertitude importante sur la capacité du secteur à s'autoréguler en l'absence de cadre légal et de solutions techniques disponibles, du moins à court terme.

1 A l'échelle de la Méditerranée et selon les données de l'OMT, le transport aérien est passé d'un quart des arrivées internationales à la fin des années 1980 à plus de la moitié en 2006 (51 %).

## Forte influence des tendances macroéconomiques sur le tourisme

La région méditerranéenne connaît aujourd'hui une « ruée vers l'or bleu » (WWF-France, 2015), mais les pays riverains de la mer Méditerranée ne pourront développer une économie florissante ni atteindre ou maintenir le bien-être de leurs populations sans vision à long terme de développement durable. Les activités liées à la mer (le transport maritime, le tourisme, l'aquaculture, etc.) devraient connaître une croissance importante au cours des 15 prochaines années. Cela pourrait générer une concurrence exacerbée sur des ressources marines d'ores et déjà limitées, tout en engendrant une pression encore plus forte sur les écosystèmes marins et côtiers déjà sous tension (Figure 4).

Figure 4. Tendances macroéconomiques en Méditerranée



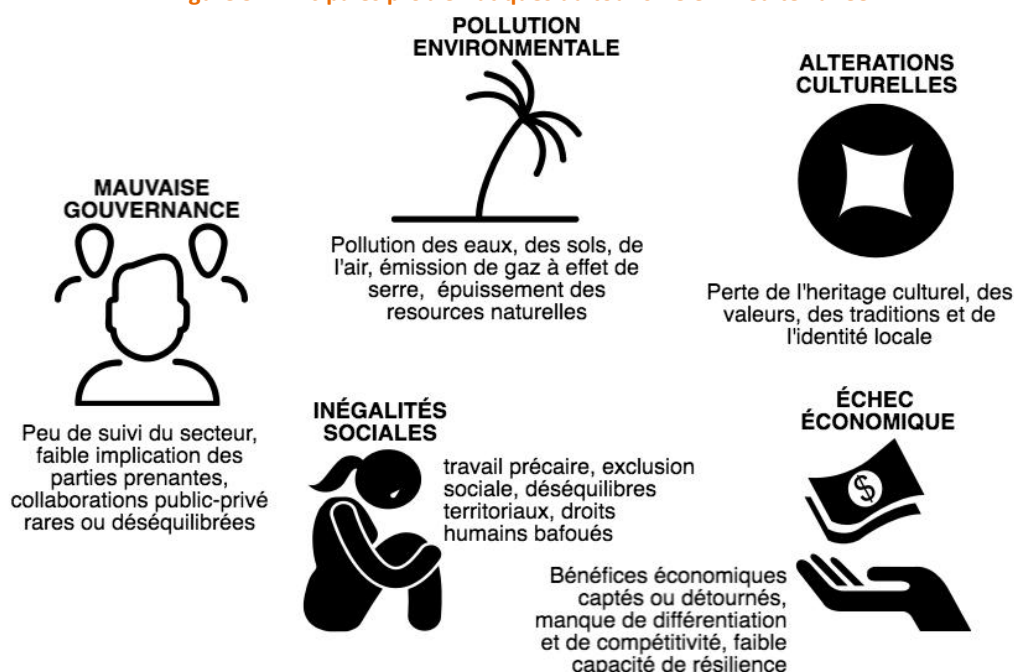
Source : WWF-France, 2015

## Des problématiques clés à traiter

Etant donné l'état actuel du tourisme en Méditerranée (*Plan Bleu, 2016*), les tendances laissent présager une augmentation considérable des pressions anthropiques, qui menacent à la fois la durabilité environnementale et sociale des destinations mais aussi la viabilité économique du secteur touristique. Malgré une meilleure prise de conscience des risques sociétaux liés au développement du tourisme (gentrification, sentiment

d'envahissement, chocs culturels, mais aussi emplois peu qualifiés voire précaires, inégale distribution des recettes touristiques, fuites économiques, etc.), les principes de durabilité ne sont pas encore largement appliqués en matière de gestion des infrastructures et des destinations. Résumés dans la Figure 5, plusieurs problèmes demeurent non résolus, de nombreux défis ne sont pas encore relevés et un grand nombre de problématiques restent ouvertes.

Figure 5. Principales problématiques du tourisme en Méditerranée



Source : Plan Bleu, 2016

### La nécessité d'inscrire l'activité touristique dans une approche territoriale du développement

Dans le bassin méditerranéen, parce que le potentiel d'activité touristique est élevé, certains territoires et les politiques publiques ont fait du tourisme une mono-activité. Cette situation a permis, lorsque les conditions favorables étaient réunies, un développement économique rapide et important de ces territoires, avec néanmoins des impacts sociaux et environnementaux négatifs tels qu'évoqués plus haut.

Aujourd'hui, face aux nombreuses crises que traverse la région et parce que le touriste (importateur) doit se rendre sur le lieu de production (la destination, par définition exportatrice de produits touristiques), il est indispensable d'articuler et harmoniser les développements touristiques avec les autres secteurs d'activités, en particulier l'agriculture et l'artisanat. C'est cette complémentarité entre les secteurs d'activité qui doit être recherchée pour atténuer l'impact des crises sur les territoires. Ainsi, c'est en diminuant la part relative de l'activité touristique dans les économies locales que le tourisme pourra continuer sa progression.

### Les deux grands défis du XXI<sup>ème</sup> siècle pour le tourisme méditerranéen

Aujourd'hui plus que jamais, les destinations touristiques méditerranéennes souffrent souvent d'une sur-fréquentation, exerçant une pression trop forte sur les territoires et leurs ressources, que ce soit d'un point de vue environnemental ou social. Cela pose le problème de la régulation des flux touristiques et renvoie à la question de la nécessité d'une diminution du nombre de touristes (système de quota) ou d'une meilleure répartition spatio-temporelle des flux touristiques. Autrement dit, selon une approche territoriale de développement durable par l'activité touristique, pourra-t-on garantir l'accès du plus grand nombre à certaines destinations touristiques ?

Le deuxième grand défi renvoie aux moyens qui doivent être mis en œuvre pour permettre un accès plus large et pérenne des touristes nationaux aux destinations méditerranéennes. Cette préoccupation est liée d'une part, aux réponses à apporter aux enjeux sociaux du développement local et d'autre part, à la résilience du tourisme méditerranéen pour atténuer ou compenser les impacts des crises externes lorsque l'activité touristique repose essentiellement sur une clientèle internationale.

Tableau 1 : Principaux impacts des produits du tourisme sur les populations locales (évaluation simplifiée)

| Type de tourisme                                            | Impact environnemental<br>(pollution de l'air, de l'eau, rejet de déchets, etc.) | Impact social<br>(qualité de l'emploi, inclusion, etc.) | Impact culturel<br>(richesse patrimoniale, équité en termes d'accès à la culture, etc.) | Impact économique<br>(contribution au PIB, création d'emplois, taxes prélevées, etc.) |
|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| Tourisme côtier                                             | - - -                                                                            | +                                                       | - / +                                                                                   | ++                                                                                    |
| Croisière                                                   | - -                                                                              | - / +                                                   | - -                                                                                     | - / +                                                                                 |
| Tourisme culturel                                           | -                                                                                | ++                                                      | ++                                                                                      | ++                                                                                    |
| Tourisme d'affaires<br>(réunion, conférences et événements) | -                                                                                | +                                                       | - / +                                                                                   | ++                                                                                    |
| Tourisme rural, naturel<br>et écotourisme                   | - / +                                                                            | ++                                                      | +++                                                                                     | +                                                                                     |

### Tirer profit des engagements internationaux

Les pays méditerranéens sont Parties à de nombreux Accords multilatéraux sur l'environnement (Vernin, 2016) – Objectifs de développement durable (ODD), Accord de Paris sur le changement climatique (COP21 – CCNUCC), Convention sur la diversité biologique (CDB), etc., y compris à l'échelle de la Région Méditerranée dans le cadre de la Convention de Barcelone : Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD 2016-2025), Plan d'action régional pour la Consommation et la Production Durables, Protocole relatif à la Gestion Intégrée des Zones Côtières de la Méditerranée, etc.

Ces engagements institutionnels intègrent la nécessité de corriger les problèmes identifiés, mais en raison des caractéristiques propres au secteur touristique et de son développement croissant, il est aujourd'hui indispensable de proposer un cadre d'action et des recommandations pour la durabilité du tourisme en Méditerranée.

#### Encadré 4. La nécessité d'une gouvernance renforcée

Les tourisms côtier, urbain et culturel des pays méditerranéens ont connu une croissance exponentielle au cours des dernières décennies. Les compagnies aériennes low-cost et les offres « tout compris » rendent les séjours courts sur des îles ensoleillées ou des sites historiques accessibles à un plus grand nombre de clients issus des classes moyennes. Malheureusement, cette massification du tourisme a un coût, notamment pour les populations locales qui ont l'impression de perdre le contrôle de leurs quartiers ou territoires et qui peuvent subir des dommages culturels et environnementaux irréversibles<sup>1</sup>. Récemment, des villes touristiques (par exemple, Barcelone, Paris, Rome, etc.) ont élu des hommes ou femmes politiques qui proposaient de mieux réguler les activités touristiques, de favoriser la transparence et d'améliorer les processus de gouvernance dans le secteur pour augmenter les bénéfices locaux tout en réduisant les externalités environnementales et sociales négatives.

<sup>1</sup> <http://www.economist.com/blogs/gulliver/2015/06/tourism-barcelona>

Cette approche devrait déboucher sur la définition d'un cadre stratégique régional pour un tourisme durable en Méditerranée, dont les lignes directrices devraient au préalable être soumises pour validation à toutes les parties prenantes aux niveaux régional et national : pouvoirs publics, institutions intergouvernementales, secteur privé, société civile et ONG, ainsi que les communautés scientifiques.

### Définir une vision partagée et élaborer une stratégie commune

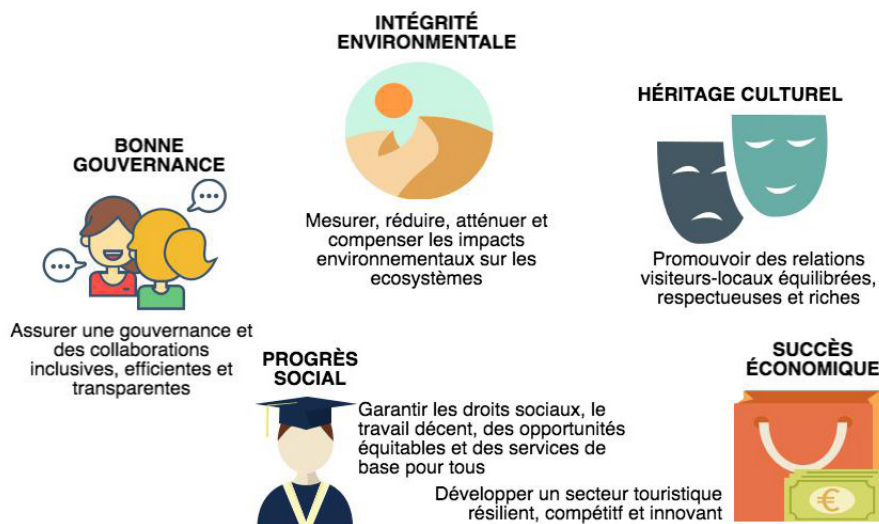
Jusqu'à présent, chaque pays méditerranéen a élaboré de son côté sa propre stratégie en matière de tourisme (cadre stratégique national) et un ensemble de politiques visant à favoriser et réguler le développement des activités touristiques. Cependant, la plupart des problématiques mentionnées plus haut (dégradation environnementale, inégalités sociales, baisse de compétitivité économique, altération culturelle, problèmes de gouvernance, déséquilibres territoriaux) dépassent les frontières nationales et nécessitent par conséquent une stratégie régionale partagée par tous les pays méditerranéens. Une vision commune doit être définie et partagée par l'ensemble des parties prenantes nationales et régionales.

À partir des écarts entre cette vision et les problématiques identifiées, il est possible de proposer un ensemble d'objectifs et d'orientations stratégiques visant à intégrer dans le secteur touristique les piliers de base de la durabilité : environnement, société, économie, culture et gouvernance (Tableau 2 - version provisoire).

#### Vision proposée :

*Promouvoir un tourisme durable en Méditerranée, permettant aux visiteurs et aux accueillants d'établir des relations équilibrées, respectueuses et fructueuses, valorisant le patrimoine environnemental, humain et culturel unique de la région, tout en garantissant un développement socioéconomique inclusif respectant la capacité de charge d'écosystèmes naturels sains, et en favorisant un meilleur équilibre entre les secteurs d'activité dans les territoires touristiques.*

Figure 6. Objectifs stratégiques pour un tourisme durable en Méditerranée



Source : Plan Bleu, 2016

# TOURISME

## Activités économiques et développement durable

**Tableau 2 : Synthèse des objectifs et orientations stratégiques d'une possible Stratégie méditerranéenne pour le tourisme durable**

| Thématique    | Objectif                                                                                                                                                                    | Orientation stratégique                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|---------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Environnement | 1. Mesurer, réduire et atténuer les impacts environnementaux du tourisme                                                                                                    | 1.1. Promouvoir des outils d'évaluation des pressions environnementales sur les écosystèmes naturels et de leur capacité de charge de ces écosystèmes                                                                                                                                                    |
|               |                                                                                                                                                                             | 1.2. Favoriser des technologies plus propres, l'efficacité des ressources, une meilleure gestion environnementale et l'éco-labellisation                                                                                                                                                                 |
|               |                                                                                                                                                                             | 1.3. Renforcer les actions de contrôle et de police contre les pollutions sauvages (eaux usées, déchets, rejets opportunistes d'installations provisoires, mégots, dégazages...), notamment celles relatives à la fréquentation touristique                                                              |
|               |                                                                                                                                                                             | 1.4. Rééquilibrer le développement touristique territorial entre le littoral et les arrière-pays, à travers des actions de promotion d'un tourisme rural respectueux de l'environnement                                                                                                                  |
|               |                                                                                                                                                                             | 1.5. Identifier, protéger et restaurer des écosystèmes vulnérables et dégradés                                                                                                                                                                                                                           |
|               |                                                                                                                                                                             | 1.6. Développer les approches de type « solutions basées sur la nature » à partir d'opérations pilotes                                                                                                                                                                                                   |
|               |                                                                                                                                                                             | 1.7. Tenir compte des impacts des changements climatiques dans les futures implantations touristiques                                                                                                                                                                                                    |
| Social        | 2. Garantir aux populations locales des droits sociaux, des emplois décents, des opportunités équitables et des ressources                                                  | 2.1. Promouvoir et soutenir la création, la gestion et le développement d'entreprises locales                                                                                                                                                                                                            |
|               |                                                                                                                                                                             | 2.2. Développer un secteur touristique inclusif et responsable qui contribue à la réduction des inégalités (de genre, de génération, territoriales, etc.)                                                                                                                                                |
|               |                                                                                                                                                                             | 2.3. Faciliter l'accès à l'éducation, à des programmes de formation pour adultes développant des approches intégrées, et à des formations professionnalisantes sur les métiers du tourisme durable                                                                                                       |
|               |                                                                                                                                                                             | 2.4. Permettre un développement du tourisme national en adaptant l'offre aux attentes des clientèles domestiques et en favorisant une politique sociale du tourisme                                                                                                                                      |
| Economie      | 3. Développer un secteur touristique résilient, compétitif et innovant, en favorisant un meilleur équilibre entre les secteurs d'activité dans les territoires touristiques | 3.1. Favoriser le développement, la promotion et la viabilité du tourisme durable                                                                                                                                                                                                                        |
|               |                                                                                                                                                                             | 3.2. Suivre, évaluer et attirer des investissements durables orientés vers des activités vertes et circulaires dans le secteur touristique                                                                                                                                                               |
|               |                                                                                                                                                                             | 3.3. Faciliter l'innovation, la diversification et la résilience du secteur du tourisme en lien avec les acteurs scientifiques, économiques et politiques (par exemple : pôle de compétitivité, définition de sites d'intérêt écologique et touristique...)                                              |
|               |                                                                                                                                                                             | 3.4. Permettre le développement de l'agriculture et de l'artisanat voire de l'industrie, en complémentarité avec les activités touristiques à l'échelle des territoires (destinations) ; Favoriser les synergies entre les différents secteurs d'activité                                                |
|               |                                                                                                                                                                             | 3.5. Développer de nouveaux outils financiers via le partenariat public privé, le principe pollueur-payeur, etc., permettant de mettre en œuvre des compensations et réparations face aux impacts, ainsi que l'éco-conditionnalité des financements publics et internationaux                            |
| Culture       | 4. Protéger le patrimoine culturel grâce à des relations équilibrées, respectueuses et fructueuses                                                                          | 4.1. Valoriser et protéger les atouts culturels, l'identité locale et les savoir-faire traditionnels                                                                                                                                                                                                     |
|               |                                                                                                                                                                             | 4.2. Diffuser des outils d'évaluation et de suivi des impacts culturels du tourisme                                                                                                                                                                                                                      |
|               |                                                                                                                                                                             | 4.3. Sensibiliser et renforcer les capacités en matière de comportements responsables et durables, en ciblant les autorités locales, les opérateurs touristiques, les gestionnaires de sites, les touristes...                                                                                           |
|               |                                                                                                                                                                             | 4.4. Promulguer des politiques publiques pour articuler les littoraux aux arrière-pays, en valorisant leurs atouts différenciés                                                                                                                                                                          |
| Gouvernance   | 5. Garantir une gouvernance et des partenariats inclusifs, efficaces et transparents                                                                                        | 5.1. Encourager un dialogue et une collaboration transparents, participatifs et inclusifs entre les grands opérateurs touristiques, les décideurs locaux et nationaux, les acteurs territoriaux, les populations et les acteurs économiques locaux (fournisseurs de biens, de nourriture et de services) |
|               |                                                                                                                                                                             | 5.2. Organiser l'information et la sensibilisation des décideurs, y compris les autorités locales, construire avec eux des outils de gouvernance appropriés pour faciliter les processus de diagnostic et de décision participatifs                                                                      |
|               |                                                                                                                                                                             | 5.3. Développer des opérations touristiques dans le cadre d'une planification territoriale intégrée et systémique, notamment la gestion intégrée des zones côtières et à travers une meilleure articulation entre littoral et arrière-pays                                                               |

## Collaborer avec des parties prenantes de la région et élaborer une stratégie commune

Afin de garantir la réussite de la mise en œuvre de la Stratégie méditerranéenne pour le tourisme durable proposée, les institutions internationales concernées devraient être impliquées dans la coordination d'objectifs, d'orientations et d'actions spécifiques, notamment le Plan d'action pour la Méditerranée (PNUE/PAM) et ses Centres d'activités régionales (coordination technique), l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (expertise thématique), l'Organisation de coopération et de développement

économiques (OCDE) (connaissances en matière de politiques), l'Union européenne (mécanismes de financement) et l'Union pour la Méditerranée (soutien politique).

Un système de suivi complet, transparent et fiable doté d'indicateurs pertinents devrait également être élaboré pour soutenir la mise en œuvre et le suivi de la Stratégie qui doit être totalement articulée avec la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD 2016-2025). Dans la mesure où le budget de mise en œuvre de la Stratégie peut être assez important, il nécessite des instruments financiers innovants pour attirer des investissements privés et alternatifs dans le but de financer des actions, projets et activités.



### L'avenir est au tourisme durable en Méditerranée

Face au modèle balnéaire de masse qui a montré ses limites, il faut réinventer un tourisme respectueux des écosystèmes et qui prenne mieux en compte les populations locales.

2017 sera l'année internationale du tourisme durable pour le développement. Ce choix de l'Assemblée Générale des Nations Unies prend un relief tout particulier pour les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. L'activité touristique y est un levier essentiel, elle représente jusqu'à 8,1 % du PIB et 7,4 % de l'emploi direct pour un pays comme le Maroc.

Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme, la Méditerranée a accueilli 313 millions de touristes en 2014, le tiers des flux internationaux, alors que sa population ne dépasse pas 487 millions d'habitants. Cela ne va pas sans créer des déséquilibres entre, d'un côté, la recherche d'une maximisation des revenus et, de l'autre, la nécessaire préservation des écosystèmes naturels et la valorisation des acteurs et atouts locaux. Comment dépasser la monoculture du tourisme balnéaire de masse qui domine aujourd'hui ? Quelles voies explorer pour diversifier l'offre et promouvoir de nouveaux modèles de développement orientés vers un tourisme durable ?

### Sortir de la mono-activité touristique

C'est à ces questions qu'a essayé de répondre la soixantaine d'experts et de décideurs, réunis à Marseille les 23 et 24 mai, à l'occasion d'un atelier organisé par le Plan Bleu et l'Agence Française de Développement. « Opérateur de l'aide publique au développement, l'AFD cherche à mieux cibler ses financements afin d'éviter que le tourisme ne reste un des parents pauvres des politiques de développement. Avec cet atelier, nous avons cherché à identifier les bonnes pratiques et les bons instruments pour intervenir dans le secteur touristique » explique Tom Tambaktis en charge de l'organisation pour le Plan Bleu. Il est possible d'agir à plusieurs niveaux. Celui des politiques publiques en facilitant la mise en œuvre des outils de régulation et de promotion par l'administration centrale et les collectivités décentralisées qui opèrent au plus près du terrain et en maîtrisent les réalités.

Le modèle balnéaire avec ses immenses complexes, otages d'une fréquentation saisonnière et d'une politique de prix tirée vers le bas, a montré ses limites. Dans une région Méditerranée, laminée par l'instabilité géopolitique, c'est peut-être le moment de s'attaquer à la recomposition de l'offre touristique et de plancher sur la reconversion de ces grands complexes côtiers aujourd'hui désertés. Cette recomposition passe aussi par la prise en compte du potentiel touristique de l'arrière-pays à la condition toutefois de ne pas commettre les erreurs qui ont dévasté le littoral et de concevoir des produits qui préservent l'authenticité du territoire dans le respect des populations. Enfin, il faut aussi agir sur la durée des séjours et lisser la fréquentation touristique sur l'année pour en atténuer la saisonnalité, à l'origine de profonds déséquilibres.

« L'essentiel est de bien comprendre qu'il faut sortir de notre dépendance au tourisme balnéaire », conclue Tom Tambaktis, « Il faut aussi abandonner l'illusion que le tourisme constitue à lui seul un moteur de développement ».

Source : Article réalisé en partenariat avec Econotrum

Dans les pays méditerranéens, le tourisme est encore majoritairement balnéaire, attirant en masse toutes les couches sociales à la recherche du « petit coin de paradis » accessible. Compte tenu de la fréquentation croissante des zones côtières, ce tourisme génère des impacts négatifs sur les plans environnemental et social. Demain, les économies touristiques peuvent s'effondrer dans les territoires trop dégradés d'un point de vue de la qualité de l'environnement et des services offerts par les écosystèmes, ou bien parce que ces destinations ne présenteront plus les atouts naturels et paysagers qui en faisaient l'attractivité et qui se traduisaient par le consentement à payer des touristes.

Le tourisme méditerranéen se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Soit il intègre dès à présent des principes de durabilité et de bonne gouvernance, soit il risque de devenir rapidement obsolète, non compétitif et rejeté tant par les populations locales que par les touristes. La plupart des autres secteurs économiques ont entamé leur transition vers la durabilité avec plus ou moins de succès. Il est à présent temps pour l'ensemble du secteur touristique et ses parties prenantes de relever les défis du XXI<sup>ème</sup> siècle et de contribuer à la prospérité, la paix et l'intégration dans la Région Méditerranée.

## Bibliographie

Plan Bleu (2010). *Gestion de l'énergie, transport aérien et tourisme en Méditerranée*

Plan Bleu (2011). *Croisières et plaisance en Méditerranée*

Plan Bleu (2012). *Vers un observatoire et un «label qualité» de la durabilité du tourisme en Méditerranée*

Plan Bleu (2016). *Tourism and sustainability in the Mediterranean: key facts and trends*

PNUE/PAM (2016). *Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable, SMDD 2016-2025*

PNUE/PAM (2016). *Plan d'action régional pour la Consommation et la Production Durables en Méditerranée*

PNUE & CAR/PAP (2009). *Pour un tourisme côtier durable - Une approche intégrée de planification et de gestion*

UNESCO (2006). *Tourisme, culture et développement durable*

OMT et PNUE (2005). *Vers un tourisme durable. Guide à l'usage des décideurs*

OMT (2011 & 2015). *Tourisme en Méditerranée*

OMT et EuropeAid (2013). *Guide « Un Tourisme Durable pour le Développement »*

Vernin Zoé (2016). *Les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et les référentiels d'action au Sud et à l'Est de la Méditerranée*. (Cahier du Plan Bleu, 16).

WTTC (2015). *Economic impact of Travel and Tourism in the Mediterranean*

WWF-France (2015). *Croissance bleue : la Méditerranée face au défi du bon état écologique*